



## Propos de Bernard Cazeneuve dans son livre « Chaque jour compte »

### Réaction du Président de la Collectivité Territoriale de Guyane

Dans son livre « Chaque jour compte », l'ancien et dernier premier ministre du Gouvernement sous la présidence de François Hollande, Bernard Cazeneuve, revient sur les mouvements qu'a connus la Guyane en mars et avril 2017. Dans son récit, il regrette une communication, qualifiée d'ambigüe, du Président de la Collectivité Territoriale de Guyane. Rodolphe Alexandre, profondément surpris par ce témoignage, tenait à réagir.

Tout d'abord, il faut rappeler qu'en 2013, le Président de la République qu'était alors François Hollande, promet lors de son seul et unique séjour en Guyane, un « pacte d'avenir pour la Guyane », dont l'objectif serait de rattraper le profond retard structurel du territoire. En 2016, alors que la nouvelle Collectivité territoriale de Guyane est lancée, ce pacte n'est toujours pas concrétisé. Durant la première année de sa mandature, Rodolphe Alexandre ne cesse d'alerter l'État sur la situation catastrophique de la Guyane, et sur les finances de la collectivité territoriale qu'il préside, dont l'état et les prévisions ne permettent pas d'être un levier pour l'économie locale et d'assurer, comme il se doit, ses missions de service public. De multiples causes peuvent alors le justifier, comme par exemple la charge que représente le RSA, qui gangrène chaque année davantage le budget de la CTG. Il devient alors urgent de signer ce pacte de développement.

Cependant, fin décembre 2016, alors que le pacte proposé va au deçà des promesses initiales et qu'il constate un véritable complot provenant de cabinets ministériels contre la collectivité territoriale et lui-même, Rodolphe Alexandre, refusant de brader la Guyane, prend la décision de ne pas donner de suite, contrairement d'ailleurs aux recommandations de certains parlementaires Guyanais qui estimaient alors « qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Pourtant, il s'agissait bien d'une coquille vide qui aurait été présentée à la population guyanaise, tant ce que proposait le Gouvernement de l'époque, dans ce pacte, n'était que reprise de plans État-Région déjà existants, ou verbiage qui conduisait à tout sauf à des mesures concrètes. La loi inique ÉROM (loi Égalité Réelle pour les Outre Mer) visait déjà à créer un amalgame sur le foncier et à atomiser les finances de la collectivité, déjà bien fragiles, en rétrocedant, légitimement mais sans compensation, 27 millions d'octroi de mer aux communes guyanaises.

C'est dans ce contexte que surviennent alors, début 2017, les mouvements en Guyane, et la population guyanaise y participe fortement lors d'une marche historique le 28 mars 2017, excédée par les manquements des Gouvernements successifs. Dans la rue ce jour-là, chacun défile afin que les missions régaliennes dues à chaque citoyen français, soient assurées normalement sur le territoire guyanais, au même titre que sur les territoires de l'hexagone. Le droit à la sécurité, la santé et l'éducation figurent parmi les premières revendications. L'exaspération liée à un espoir resté vain depuis 2013, se manifeste alors.

Aujourd'hui, Rodolphe Alexandre regrette que Bernard Cazeneuve, en se focalisant sur un communiqué, et en sous estimant l'ampleur de la marche du 28 mars, ne cherche qu'à occulter une gestion de crise calamiteuse et à minimiser non seulement la souffrance des guyanais, mais également le mépris avec lequel la Guyane a été traitée durant tant d'années. Une tentative peu appréciable.

Le Président de la Collectivité Territoriale de Guyane, bien que respectueux des fonctions qui ont été celles de M. Cazeneuve, dont l'adolescence a d'ailleurs été bercée par la Guyane sans que, pour autant, visiblement, il ne s'approprie ses véritables difficultés, tient à lui rappeler que nul ne peut prétendre écrire l'Histoire. Il appartiendra un jour aux historiens de prouver que la Guyane a connu des heures insurrectionnelles que seuls les conseillers de l'Assemblée de Guyane ont su préserver.

Et comme « Chaque jour compte », Rodolphe Alexandre invite Bernard Cazeneuve à constater aujourd'hui, jour après jour, la différence entre son gouvernement qui a permis des sabotages de cabinets contre la Guyane, et un gouvernement actuel qui préfère dialoguer et analyser point par point pour aboutir à de véritables résolutions profitant aux intérêts des guyanaises et des guyanais.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

WWW.CTGUYANE.FR

+594 594 300 600

Hôtel de la CTG  
4179 route de Montabo  
97300 CAYENNE

Tom Juillerat  
Directeur de la Communication  
LD : 0594 27 11 85  
tom.juillerat@ctguyane.fr